

Allonger le tronc commun, est-ce une erreur ?

La ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (CDH), a présenté lundi les différents scénarios de grilles horaires possibles qui composeront le futur "tronc commun" du Pacte d'excellence, destiné à tous les élèves jusqu'en troisième secondaire.

Le contexte

La ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (CDH), a présenté lundi les différents scénarios de grilles horaires possibles qui composeront le futur "tronc commun" du Pacte d'excellence, destiné à tous les élèves jusqu'en troisième secondaire.

Dominique Lafontaine

Professeure à l'université de Liège à l'ASPE – Pratiques d'Enseignement

Non

■ Les systèmes éducatifs avec un tronc commun jusqu'à 16 ans obtiennent des résultats un peu meilleurs et diminuent les inégalités sociales. Quittons la logique de niche avec des écoles pour enfants favorisés pour privilégier une logique du vivre-ensemble.

C'est quoi un tronc commun, dans l'enseignement ?

Un tronc commun est un parcours unifié qui vise à amener tous les élèves à maîtriser un socle commun de savoirs et de compétences. Par "unifié", on entend que les parcours ne se différencient pas avant la fin du tronc commun, autrement dit on vise la suppression des filières, mais aussi de classes qui seraient organisées sur la base de l'une ou l'autre "option" ou spécialisation comme c'est le cas actuellement.

Pour vous, le tronc commun, comme le propose le Pacte d'excellence, s'avère salutaire, pourquoi ?

Les arguments sont scientifiques. Les enquêtes Pisa montrent que les systèmes éducatifs avec un tronc commun jusqu'à 16 ans obtiennent des résultats un peu meilleurs, qu'ils ont une proportion plus basse d'élèves avec un faible niveau de compétences et que les inégalités sociales y sont moindres.

A quoi attribuez-vous ces résultats positifs ?

Parce qu'un système avec tronc commun évite de créer des écoles ou des classes avec des niveaux différents, donc des exigences différentes, donc avec des concentrations d'élèves en difficulté d'apprentissage. Un système éducatif gère mieux quand il répartit dans chaque école, dans chaque classe quelques élèves en difficulté d'apprentissage. À l'inverse, quand on les concentre dans les écoles les moins performantes aux tests Pisa, 80% des élèves connaissent un retard scolaire. On y relève aussi une concentration d'élèves d'origine défavorisée et d'origine immigrée. En matière de politiques des villes ou de l'enseignement, ces phénomènes de ghettoïsation ne sont pas acceptables.

Pour ou contre un système avec tronc commun, n'est-ce pas aussi un positionnement idéologique ?

Les recherches en éducation les plus sérieuses le soulignent : quand on regroupe les élèves par niveau d'habileté, on accroît les écarts. Oui, agir en faveur du tronc commun est un positionnement de valeurs et politique. Qui est contre ? Les familles d'origine sociale favorisée qui préfèrent que leurs chères têtes blondes ne soient pas mélangées avec des enfants plus turbulents ou avec difficultés.

C'est une logique de niche avec des écoles et des parcours pour enfants plutôt favorisés contre une logique d'inclusion et du vivre-ensemble.

Quelle est la situation en Europe ?

Seule une extrême minorité de systèmes n'ont pas mis en place un tronc commun. On y trouve la Flandre, la Communauté française, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Autriche.

Le tronc commun ne pénalise-t-il pas les élèves aux envies et compétences précoces qui veulent s'investir tôt dans la qualification ?

Ce type d'élèves, minoritaire, se retrouve dans des classes qui recueillent – par relégation – des enfants qui n'ont pas choisi d'être là. Simplement, ils ne peuvent pas suivre dans l'enseignement général. Dans l'actuel enseignement de qualification, les élèves peuvent changer d'options – de coiffure à mécanique à menuiserie, etc. –, jusqu'en 5^e année secondaire. Et ils ne s'en privent pas. Bref, on ne peut pas dire que les jeunes des sections techniques et professionnelles sont formés pendant 4 ans. Leur formation devient vraiment sérieuse quand les groupes sont stabilisés, soit les deux dernières années. Plaider le statu quo est inadmissible.

Diminuer le redoublement, obliger les élèves à suivre le même cursus, favoriser l'hétérogénéité des classes ne conduisent-ils pas à un nivellement par le bas ?

On peut avoir cette crainte si par ailleurs rien ne change. Mais on veut rebattre les cartes. Tronc commun ne signifie pas que tous les élèves font la même chose en même temps. Différencier est nécessaire pour gérer les différences d'aptitudes et de rythmes d'apprentissage. Dans l'esprit du tronc commun, la différenciation pédagogique (remédiation pour les élèves en difficulté, approfondissement pour les plus avancés, apprentissage coopératif, tutorat) doit remplacer la différenciation de parcours qui consiste à envoyer certains élèves sur des voies de délestage en les faisant redoubler et en les orientant vers des formes d'enseignement qu'ils n'ont pas véritablement choisies.

Oui

■ Un certain nombre d'élèves en décrochage scolaire sont impatients de quitter le général pour les filières technique ou professionnelle, qui doivent être revalorisées. Il faudrait plutôt revoir la façon dont on donne cours en première et en deuxième années.

Jean-François Nandrin

Directeur du centre scolaire du Sacré-Cœur de Lindthout.

Faut-il allonger le tronc commun jusqu'à la troisième secondaire ?

Non. Il y a beaucoup de résistances à allonger le tronc commun parce que l'on ne tient absolument pas compte du fait qu'un certain nombre d'élèves sont déjà en décrochage scolaire. Combien de temps les fera-t-on encore attendre avant de s'engager dans une autre filière ? En fin de première secondaire, il y a des élèves qui ont clairement envie de quitter l'enseignement général. Cela n'a rien de dénigrant d'apprendre des choses pratiques et concrètes. Il y a des élèves qui rêvent d'exercer le métier de carrossier. J'ai ici des élèves en deuxième qui achèvent de mourir dans des classes où ils sont en décrochage. Ce n'est pas du tout le type d'enseignement qu'ils souhaitent ou qu'ils aiment. Le problème est qu'on leur dit qu'ils vont rester dans l'enseignement général jusqu'à leur troisième année et on va les embêter avec un tas de choses (même si ces apprentissages peuvent évidemment être intéressants). Je sais que l'on va me répondre qu'il faut prévoir des ateliers de culture ou des ateliers de mécanique. Mais toutes les écoles n'ont pas la place pour en créer.

Que répondez-vous à ceux qui affirment qu'il faut atteindre une certaine maturité avant de choisir sa filière ?

C'est vrai, en théorie. Je comprends bien qu'il faille un certain âge avant de faire un choix. On a peur d'orienter trop vite des gens qui sont trop jeunes. Le problème est aussi de leur dire qu'ils

vont "tomber" en qualification, une filière que l'on considère encore négativement. Avec notre regard de bobo on se dit que ces enfants "peuvent mieux faire". Mais si cela les rend heureux de pratiquer un métier, tant mieux ! Le problème, c'est également la prétention qu'a l'Etat de vouloir revivifier le professionnel et le qualifiant tout en tenant un discours paradoxal. Il dit aux élèves : "Vous ne rentrerez dans le qualifiant qu'après avoir fait plus d'années dans le général, après avoir fait d'autres choses, qui sont plus intéressantes."

Les défenseurs de l'allongement du tronc commun affirment que cela permettrait une plus grande uniformité dans la formation et moins de différences entre les élèves...

C'est dans les cours généraux du tronc commun que les élèves sont en échec. C'est en français, c'est en maths, en néerlandais, en sciences aussi. J'estime que, dans une classe, on peut préparer des élèves très différents pour les faire réussir ensemble. Est-ce que le projet de les faire tenir jusqu'à 15 ans va résoudre le problème de disparité que l'on peut retrouver dans une même classe ? Je ne suis pas sûr que ce soit la solution pour que tous les élèves réussissent. Pour les élèves qui sont en échec en première et en deuxième années, je préférerais qu'on leur donne des heures de cours supplémentaires pour les aider, plutôt que d'imaginer de nouvelles formules.

Une solution ne serait-elle pas également de rendre les cours généraux du tronc commun, tel qu'il existe aujourd'hui, plus intéressants ?

Je suis tout à fait d'accord : que l'on revoie la manière dont on donne cours en première et deuxième années et que l'on fasse plus de choses susceptibles d'intéresser les élèves. Cela demande de nouveau une série d'aménagements très concrets dans les classes pour lesquels j'ai besoin d'heures et de professeurs supplémentaires. Si l'on disposait de plus d'heures, on pourrait organiser des travaux en commun ou des activités en groupes, des choses transversales.

Du côté des entreprises

Les contenus avant la durée

Pour Olivier de Wasseige, administrateur-délégué de l'Union wallonne des entreprises, l'importance d'un tronc commun se situe plutôt dans ses contenus que dans un éventuel allongement de sa durée. *“Ce qu'il faut, c'est renforcer les savoirs de base comme les mathématiques et le français. Le monde des entreprises est de plus en plus souvent confronté à des problèmes de compréhension de la langue. Par exemple, des personnes*

ont des difficultés à comprendre les explications d'un manuel d'utilisation”, détaille Olivier de Wasseige. *“Il faut revaloriser les filières techniques et professionnelles mais aussi se concentrer sur la formation des élèves. Ils doivent avoir une bonne compréhension de la culture, avoir des compétences polytechniques, numériques et une connaissance de l'intelligence artificielle. Enfin, il est regrettable qu'il n'y ait pas de consensus entre les partis politiques pour la création d'un pacte scolaire”,* conclut l'administrateur-délégué. **L.V.**